



**Franciscans International**

A voice at the United Nations



**Franciscans International**

Rapport Annuel 2025

## Franciscans International Rapport Annuel 2025

### Introduction

Message du Président	4
2025 en chiffres	6
A propos de Franciscans International	9

### Plaidoyer en 2025

Protection de la planète	10
Personnes déplacées	12
Dignité humaine et fin de l'impunité	14

### Programmes régionaux

Afrique	16
Amériques	20
Asie-Pacifique	22
Europe	26

### Rapport financier

### Aidez-nous à protéger la dignité humaine et l'environnement

### Personnel

### Conseil d'Administration International

#### Note de typographie

Franciscans International  
37-39 Rue de Vermont • Boite Postale 104 • CH-1211 Genève 20 • Suisse  
+41 22 7 79 40 10 • [geneva@franciscansinternational.org](mailto:geneva@franciscansinternational.org)

Traduit par Vittoria Sofia Planta • 30 Rue des Fleuristes • 64600 Anglet • France. +33 695 764368. [vittoriasofiaplanta@gmail.com](mailto:vittoriasofiaplanta@gmail.com)

Photo de couverture et page 5 : Des Franciscains participent à une manifestation lors de la conférence des Nations Unies sur le climat à Belém, au Brésil.



## / Message du Président /

Chers amis,

Paix et bonheur ! C'est avec plaisir que je vous présente le rapport annuel 2025 de Franciscans International (FI). En cette année troublée, notre engagement franciscain en faveur de la justice, du soin de la création et des droits humains continue de guider notre travail auprès des Nations unies (ONU). Nous répondons à des situations urgentes et persistantes : l'impact des vols de déportation déshumanisants transportant des migrants à travers les Amériques ; l'exploitation des travailleurs des plantations au Sri Lanka ; la dénonciation des entreprises qui alimentent le conflit au Mozambique ; ainsi que l'appel à une responsabilité environnementale aux Philippines.

2025 a été une année difficile, marquée par un manque croissant de dialogue et de coopération entre les membres de la communauté internationale pour construire un monde plus pacifique et plus juste. En tant que Franciscains, nous reconnaissons clairement les parallèles entre notre époque et celle de Saint François et de Sainte Claire. Les murs remplacent les ponts ; les inégalités remplacent l'accès ; et les atteintes humaines à l'environnement compromettent la qualité de vie de tous.

En novembre, plus de vingt sœurs et frères de notre Famille Franciscaine ont participé à la conférence des Nations Unies sur le climat à Belém, au Brésil. Nous avons été encouragés par l'accueil chaleureux réservé à nos appels franciscains par de nombreux participants parmi les plus de 70 000 présents, en particulier par les communautés autochtones et marginalisées représentées à Belém. Leur message était clair : les populations ordinaires du monde entier en ont assez de l'injustice, des inégalités et de l'inaction qui frappent nos sociétés.

L'engagement mondial en faveur des droits humains, de la protection de l'environnement et d'un système international fondé sur l'état de droit et la coopération est aujourd'hui gravement menacé. Cette menace se manifeste notamment par le retrait des financements destinés à l'ONU, ainsi qu'aux organisations confessionnelles et de la société civile. Au moment où je vous écris, une incertitude croissante entoure l'avenir des Nations Unies et leur rôle dans l'amplification de la voix des personnes qui souffrent ainsi que de celle de la planète. Notre engagement franciscain envers la mission de l'ONU demeure inébranlable.

Si notre voix franciscaine aux Nations unies doit rester forte, nous avons besoin de votre soutien : financier, spirituel et moral. Un remerciement tout particulier à toutes les personnes ainsi qu'aux organisations franciscaines et celles inspirées par l'esprit franciscain qui, par leurs contributions, nous permettent de poursuivre notre mission. Nous encourageons tous les Franciscains à se joindre à nous dans cette mission de promotion de la dignité humaine, de la paix et du soin de la planète.

Je souhaite remercier nos partenaires, les Ministres et le Président de la Conférence de la Famille Franciscaine. J'adresse également une gratitude particulière à toutes celles et ceux qui travaillent sans relâche pour défendre la dignité humaine et la création de Dieu, parfois au péril de leur propre sécurité. Votre engagement constitue la pierre angulaire de notre plaidoyer. Votre refus de céder face aux injustices est à la fois un rappel et une source d'inspiration pour nous tous. Ensemble, animés par l'exemple de Saint François et de Sainte Claire, nous pouvons bâtir un avenir meilleur.

Fraternellement,

**Michael A. Perry OFM**  
Président du Conseil d'administration international



## / 2025 en chiffres /


**550+**   
membres de la Famille Franciscaine rejoints lors de 14 rencontres


**11**   
consultations menées dans différents pays

**18**   
événements et conférences de plaidoyer

**117**   
Franciscains et autres partenaires ayant bénéficié d'un renforcement des capacités et de stratégies d'action

### Influencer

**10**   
Franciscains et autres partenaires engagés dans le plaidoyer auprès des Nations Unies

**42**   
interventions et contributions de plaidoyer soumises aux Nations Unies

**77%**   
des recommandations de FI reprises dans des rapports des Nations Unies

**9**   
documents finaux des Nations Unies influencés

## / Nos domaines d'action /

  
Justice climatique et environnementale

  
Industries extractives

  
Liberté de réunion et d'expression

  
Défenseurs des droits humains

  
Peuples autochtones

  
Groupes marginalisés

  
Migration et déplacement forcé

  
Paix et réconciliation

  
Droit à l'eau et à l'assainissement

## / Où nous travaillons /



Attirer l'attention

Prévenir de nouvelles violations

Renforcer la pression en faveur du changement



## / A propos de Franciscans International /

Franciscans International est une organisation non gouvernementale ayant statut consultatif général auprès du Conseil Économique et Social des Nations Unies. Au cœur de notre mission se trouve la croyance en la dignité de tout personne, qui se concrétise dans notre engagement à protéger et à préserver les droits humains et l'environnement.

Depuis notre création en 1989, nous plaidons aux côtés des Franciscains et en leur nom pour prévenir, dénoncer et remédier aux violations des droits humains grâce à une utilisation stratégique des processus et mécanismes des Nations Unies. Nous le faisons en portant à l'attention des décideurs internationaux, des cas de discrimination et de violence commis contre des individus et des groupes marginalisés, et en influençant en conséquence les processus décisionnaires et règlementaires de l'ONU sur diverses questions et dans différents pays.

S'inspirant de leur spiritualité et de leurs valeurs fondées sur la simplicité, la fraternité, la paix et la protection de la création, les Franciscains vivent et travaillent souvent avec des groupes et des individus défavorisés, gagnant ainsi leur confiance et étant au plus proche de leurs préoccupations. Ce faisant, de nombreux Franciscains sont des défenseurs des droits de l'homme, et FI sert de porte-parole aux Nations Unies.

Avec des bureaux à Genève et à New York, FI opère avec le soutien de la Conférence de la Famille Franciscaine (CFF), qui représente les différentes branches de la Famille Franciscaine. Les Ministres Généraux de l'Ordre des Frères Mineurs (OFM), des Conventuels (OFMConv), des Capucins (OFMCap), du Troisième Ordre Régulier (TOR), de l'Ordre Franciscain Séculier (OFS) et le Président de la Conférence Franciscaine Internationale des Soeurs et des Frères du Troisième Ordre Régulier (IFC-TOR), ainsi que le Conseil d'Administration International qui comprend également un représentant de la Société Anglicane de Saint François, collaborent avec le personnel de FI afin de s'assurer que l'organisation soutienne et maintienne l'engagement de la Famille Franciscaine envers la justice et la paix dans le monde entier.

*De jeunes Franciscains des Philippines mènent un entretien avec des communautés de pêcheurs touchées par le projet de remblaiement de la Baie de Manille.*

## / Plaidoyer en 2025 /

En 2025 — une année marquée par une pression croissante sur le multilatéralisme — Franciscans International (FI) est restée fidèle à son engagement, en travaillant avec des partenaires franciscains dans le monde entier pour promouvoir la justice environnementale, la dignité égale pour toutes et tous, ainsi que la paix et la réconciliation. Notre plaidoyer s'est inscrit dans un contexte de crise profonde, d'érosion des normes et d'impunité grandissante. Pourtant, les témoignages des personnes affectées par des politiques et des actions néfastes peuvent résonner - et y parviennent - dans le cadre des Nations Unies (ONU), où ils influencent les décisions et les résultats, jusqu'au niveau local.

Tout au long de l'année 2025, nous avons poursuivi nos efforts pour faire entendre la voix des personnes marginalisées auprès des décideurs, animés par la vision franciscaine d'une communauté mondiale où la dignité de chaque personne est respectée, où les ressources sont partagées équitablement, où l'environnement est préservé, et où les peuples et les nations vivent en paix.

### Protection de la planète

Les Franciscains ont établi un parcours reconnu et crédible, en adoptant une position ferme en faveur de la justice environnementale aux Nations Unies. Les impacts généralisés du changement climatique, de la pollution et de la perte de biodiversité sur les communautés locales soulignent que le soin de la création n'est pas optionnel — et que ces réalités quotidiennes doivent guider les décideurs politiques à l'échelle mondiale. En 2025, le 800e anniversaire du Cantique des créatures et le 10e anniversaire de l'encyclique *Laudato Si'* ont donné une importance accrue au travail de FI aux Nations Unies pour la protection des droits humains et de l'environnement.

Dans ce contexte renforcé, FI a soutenu une délégation de 24 membres, représentant toutes les branches de la Famille Franciscaine, afin de participer à la 30e Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP30) à Belém, au Brésil. La préparation a commencé en amont, avec un accent sur deux priorités de plaidoyer : les pertes et dommages non économiques (Non-Economic Loss and Damage – NELD) et la transition juste. En amont de la COP30 en novembre, FI a porté ces enjeux dans plusieurs mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits humains, notamment à travers deux contributions

*Le président de la COP30, André Aranha Corrêa do Lago, reçoit le manifeste du Sommet des Peuples.*



adressées au Rapporteur Spécial de l'ONU sur le changement climatique, soulignant la nécessité d'une analyse plus systémique des politiques de transition énergétique. Parallèlement, une dynamique a été créée au sein de la Famille Franciscaine grâce à des webinaires et des rencontres sur le climat. Lors de la COP30, FI a lancé un nouveau document de recherche proposant des perspectives fondées sur la foi concernant la transition juste, a participé à plusieurs événements parallèles et conférences de presse, et a suivi de près les négociations en cours.

La délégation franciscaine a également pris part à des activités de la société civile en dehors du cadre officiel afin d'explorer des solutions climatiques alternatives. Le Dialogue Interreligieux de Talanoa, coorganisé par FI, a permis des échanges avec des représentants de communautés autochtones, traditionnelles et marginalisées, et le partage de bonnes pratiques en vue de stratégies communes. La délégation a participé au Sommet des Peuples, un forum porté par les mouvements sociaux et populaires qui a renforcé la solidarité mondiale et plaidé pour des politiques climatiques plus ambitieuses et équitables dans un manifeste remis au président de la COP30. Les Franciscains étaient également présents dans d'autres espaces, tels que la flottille ayant transporté des militants du monde entier vers Belém, le Dialogue Interreligieux de Tapiri en lien avec les communautés marginalisées, une marche pour la justice climatique, ainsi que les célébrations du 800e anniversaire du Cantique des créatures.

Plus largement, FI a continué de soutenir la mise en œuvre du droit à un environnement sain dans le cadre des Nations Unies à travers des déclarations, des consultations et des réunions pertinentes, notamment la 3e Conférence des Nations Unies sur les Océans en juin. Dans ses contributions au Comité des Droits Économiques, Sociaux et Culturels (Committee on Economic, Social and Cultural Rights, CESCR), FI a mis en lumière les liens entre conflits armés et exploitation des ressources naturelles, en appelant les États à imposer une diligence raisonnable en matière de droits humains et d'environnement pour toutes les activités économiques, et pas seulement celles liées à l'extraction des ressources. Ces références aux enjeux environnementaux ont été reprises dans l'Observation Générale n°27 publiée par le CESCR en septembre.

*Des délégués franciscains près du stand officiel de FI dans la zone bleue de la COP30.*

## Personnes déplacées

La défense de la dignité des migrants et des réfugiés demeure une préoccupation particulière pour les Franciscains. En 2025, FI a poursuivi son travail avec le Réseau Franciscain pour les migrants (RFM) afin de documenter des témoignages issus des routes migratoires dans les Amériques et de plaider en faveur d'une meilleure protection aux Nations Unies. Nous avons également contribué à renforcer les réseaux de la société civile dans la région, tout en répondant à de nouvelles dynamiques migratoires — telles que des flux de migration inversés en réponse à des politiques aux États-Unis de plus en plus hostiles— qui accroissent les risques pour des personnes déjà vulnérables en déplacement.

Par exemple, en amont de l'Examen Périodique Universel (EPU) du Panama, FI a favorisé une contribution conjointe de parties prenantes avec des membres de l'Observatoire de la Mobilité Humaine dans le Darién et autres routes alternatives, une coalition de 20 organisations de la société civile et universitaires qui surveillent les violations des droits humains et les dynamiques migratoires. Attirant l'attention sur les dangers auxquels sont confrontés les migrants traversant le dangereux détroit du Darién, ainsi que sur les nouveaux flux de migration inversée, nous avons souligné la nécessité d'une approche de la gouvernance migratoire fondée sur les droits humains — une recommandation ensuite adoptée par Panama.

Dans les Amériques, les migrants sont confrontés à une criminalisation persistante, à des violences fondées sur le genre et à un accès limité à la justice. FI a participé à la réunion annuelle du RFM au Mexique afin d'en renforcer la capacité à signaler des violations spécifiques et à fournir des informations vérifiées et actualisées aux acteurs des Nations Unies. Parallèlement, à l'ONU, FI continue de créer des espaces pour ce plaidoyer.

*Des migrants dans un refuge franciscain Medalla Milagrosa au Panama.*



*Le frère Enrique Barboza Jaramillo OFM vérifie les fournitures d'une cuisine communautaire franciscaine pour migrants à Monterrey, au Mexique.*

Lors de la session de juin du Conseil des Droits de l'Homme, nous avons coorganisé le seul événement spécifiquement consacré aux Amériques. Avec nos partenaires, FI a favorisé des réunions dans les pays concernés avant une visite du Rapporteur Spécial sur les droits des migrants dans la région du Darién, aboutissant à des recommandations fortes adressées au gouvernement du Panama. Un briefing en ligne destiné aux missions permanentes a permis à des partenaires locaux — dont des Franciscains — de partager directement leur expérience d'accompagnement des migrants à travers le continent.

Les déplacements forcés constituent une préoccupation mondiale, et FI veille à ce que les expériences des personnes en déplacement dans le monde entier soient entendues aux Nations Unies. En collaboration avec le Réseau Franciscain Méditerranéen, nous avons soumis un rapport au Rapporteur Spécial sur les droits des migrants concernant les personnes disparues le long des routes migratoires en Méditerranée. Ce travail a été complété par des statistiques sur les disparitions et les décès de migrants collectés par nos partenaires. Deux jeunes Franciscains ont informé les membres du Conseil des Droits de l'Homme sur l'absence de mesures pour répondre aux déplacements induits par le climat à Madagascar, à la suite d'une mission d'enquête menée avec le soutien de FI. De même, nous avons soulevé la situation critique des personnes déplacées par les conflits au Mozambique et en Papouasie Occidentale dans divers mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits humains.

## Respecter la dignité humaine et mettre fin à l'impunité

De manière plus générale, la défense de la dignité inhérente à tous les êtres humains traverse l'ensemble des activités de FI aux Nations Unies. Une préoccupation centrale est de mettre fin à l'impunité qui permet et alimente les violations des droits humains. Ce travail consiste notamment à mettre en lumière l'écart entre les protections juridiques existantes et la réalité sur le terrain, comme dans le cas des prisons surpeuplées en Italie ou de la prévalence des mutilations génitales féminines en Ouganda. Dans d'autres cas, il s'agit de dénoncer l'absence de responsabilité, par exemple pour des exécutions extrajudiciaires aux Philippines ou la criminalisation des défenseurs des droits humains au Guatemala.

Les activités des entreprises, en particulier celles des industries extractives, sont devenues un moteur majeur des violations des droits humains, affectant à la fois la dignité humaine et l'environnement. Les peuples autochtones — en première ligne face au changement climatique, à la pollution et à la perte de biodiversité — sont particulièrement vulnérables, confrontés à des violations des droits fonciers et à des expulsions forcées en raison de l'intensification de l'extractivisme, y compris dans des projets présentés comme nécessaires à la transition énergétique. FI a porté ces préoccupations aux Nations Unies, notamment au Forum Permanent sur les Questions Autochtones (UN Permanent Forum on Indigenous Issues, UNPFII), ainsi que dans d'autres espaces onusiens. Par exemple, lors de l'UNPFII, un événement parallèle de FI a présenté les impacts des projets extractifs et autres en Papouasie Occidentale (Indonésie), et les travaux du Groupe de Travail sur les Mines ont relayé des problématiques similaires à celles rapportées par nos partenaires dans le monde entier.

FI a également continué de jouer un rôle actif dans le groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée (intergovernmental working group, IGWG) sur les sociétés transnationales, un processus dans lequel les

États Membres de l'ONU négocient le texte d'un futur traité visant à réguler les activités des entreprises en droit international des droits humains. Lors de la 11e session de l'IGWG en octobre, nos activités ont mis l'accent sur la nécessité urgente d'un traité de l'ONU reflétant les voix et les réalités vécues des femmes et des communautés marginalisées.

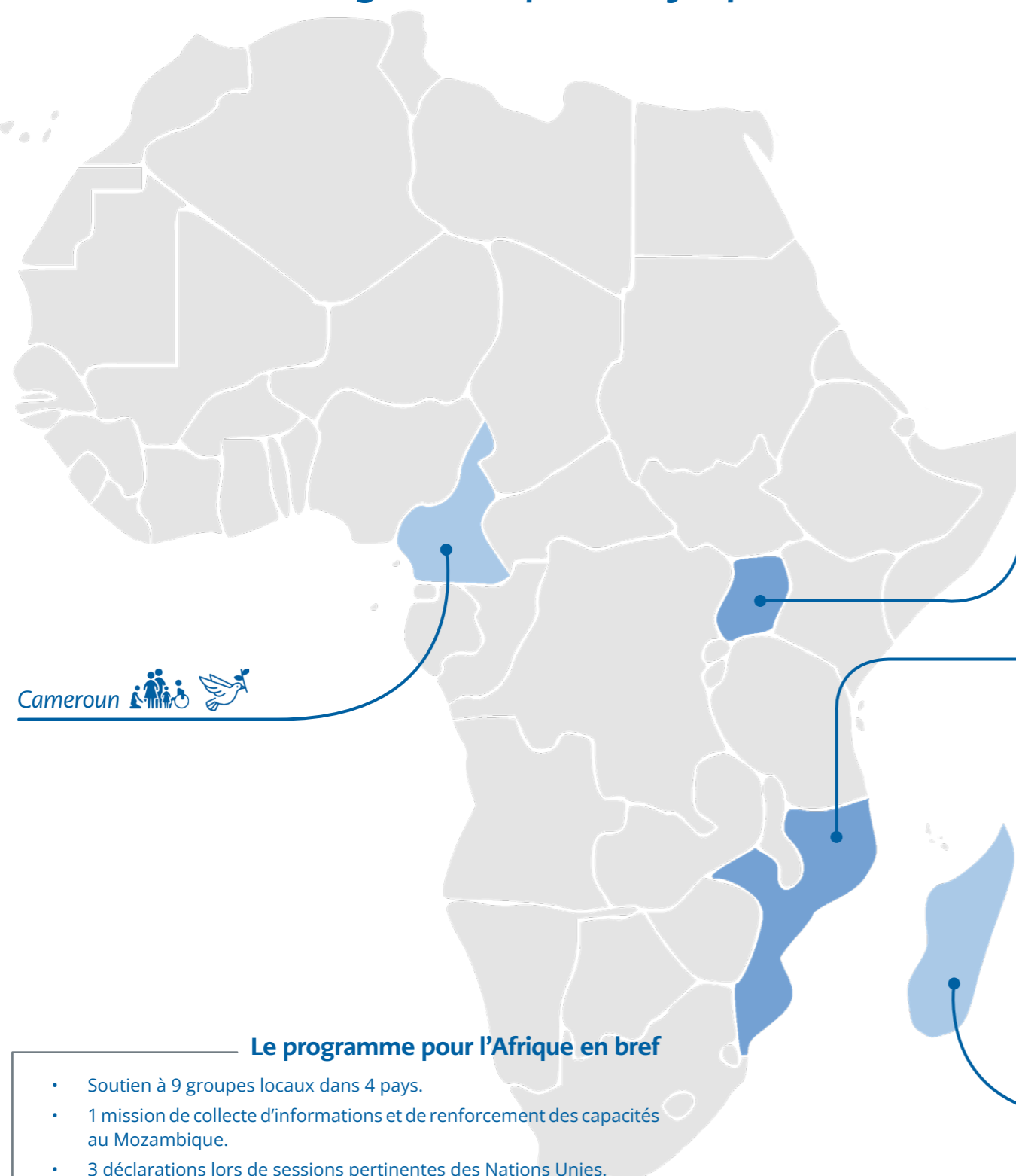
Grâce à la coopération avec plusieurs coalitions, notre travail a inclus des déclarations sur des domaines tels que les obligations de diligence raisonnable, appelant à une meilleure cohérence entre les principales dispositions du projet de texte, un appel à l'action signé par des responsables religieux, ainsi qu'un événement parallèle sur les initiatives visant à mettre fin à l'impunité et à la complicité des entreprises dans ces crimes atroces. En amont de la session, FI a également contribué à une publication conjointe fournissant une analyse environnementale du projet de traité. La responsabilité des entreprises est également restée un enjeu central du travail de terrain des Franciscains, qui continuent de témoigner des effets de ces violations sur leurs communautés. FI a mené des missions d'enquête au Guatemala, aux Philippines et aux Îles Salomon afin de recueillir des témoignages directs sur les impacts des industries extractives.

Nous avons accueilli des partenaires aux Nations Unies pour partager leurs expériences, notamment un partenaire du Sri Lanka qui a mis en lumière les violations des droits humains subies par les travailleurs des plantations de thé, en particulier les femmes, telles que les bas salaires, l'accès limité à l'éducation et aux soins de santé, ainsi qu'un risque accru de violences fondées sur le genre. Des échanges informels entre ce partenaire et le Comité des Nations Unies pour l'Élimination des Discriminations à l'Égard des Femmes (Committee on the Elimination of Discrimination Against Women, CEDAW) ont conduit des membres à soulever la question de l'accès aux documents d'identité pour les travailleurs des plantations.



Un jeune garçon sur la côte du Canal de l'île Verte aux Philippines, où les communautés de pêcheurs sont menacées par l'expansion des infrastructures énergétiques.

## / Programme pour l'Afrique /



Cameroun

Ouganda

Malgré un cadre législatif censé protéger les femmes et les filles, des pratiques néfastes telles que les mutilations génitales féminines, les mariages précoces et les grossesses adolescentes restent très répandues en Ouganda. Dans un climat politique tendu à l'approche des élections présidentielles de janvier 2026, les Franciscains continuent de soutenir les personnes concernées et de plaider pour que les autorités appliquent effectivement les lois censées les protéger.



En février, des Franciscains en Ouganda et leurs partenaires locaux ont participé à une pré-session du Comité des Nations Unies pour les Droits de l'Enfant (Committee on the Rights of the Child, CRC) afin de discuter de plusieurs de ces enjeux critiques. Les membres du Comité ont ensuite demandé à l'Ouganda de répondre à ces lacunes juridiques et de protection lors de l'examen officiel du pays. Dans la continuité des efforts de renforcement des capacités, FI a également organisé une série d'ateliers en ligne pour préparer un rapport en vue du prochain Examen Périodique Universel de l'Ouganda début 2027.

Mozambique

Le Mozambique traverse une crise profonde et complexe des droits humains, marquée par des conflits, une instabilité politique et une extrême pauvreté, malgré la richesse de ses ressources naturelles. Dans la province septentrionale de Cabo Delgado, les inégalités socio-économiques, exacerbées par de grands projets extractifs, alimentent une insurrection violente. Les manifestations de grande ampleur qui ont suivi les élections présidentielles contestées fin 2024, ont été réprimées par les autorités. Dans ce contexte de tensions, des sœurs et frères franciscains documentent les violations des droits humains et apportent un soutien aux personnes déplacées internes (internally displaced persons, IDP) fuyant les violences.



En juin, FI s'est rendu au Mozambique pour un atelier avec des Franciscains et des partenaires de la société civile à Maputo, afin de préparer une contribution en amont de l'Examen Périodique Universel (EPU) du pays en 2026. Dans le cadre de cette mission de collecte d'informations, la délégation a également rencontré des leaders communautaires dans le camp de Corane, au nord du Mozambique. Au-delà de l'EPU, les Franciscains ont transmis leurs observations au Rapporteur Spécial sur la liberté de réunion et d'association et ont évoqué la situation lors du Conseil des Droits de l'Homme.

Madagascar

### Le programme pour l'Afrique en bref

- Soutien à 9 groupes locaux dans 4 pays.
- 1 mission de collecte d'informations et de renforcement des capacités au Mozambique.
- 3 déclarations lors de sessions pertinentes des Nations Unies.
- 2 rapports soumis à différents mécanismes des droits humains de l'ONU.
- 2 ateliers en ligne organisés pour préparer l'EPU de l'Ouganda.
- 1 événement parallèle coorganisé sur les liens entre activités économiques et conflits violents.
- Facilitation de la participation en ligne de partenaires aux pré-sessions du Comité des Droits de l'Enfant.

**UGANDA**  
Sœur Leonie Kindiki LSOSF et Nicolas Kugonza OSF rencontrent le coordinateur du programme pour l'Afrique de FI à Kampala, en Ouganda.

**MOZAMBIQUE**  
Les Missionnaires Franciscaines de Marie servent les communautés déplacées internes dans le camp de Corane.



## Agostinho Matlavelle OFM

« Laissez-moi parler [...] parce qu'ici, il y a de l'espoir »

Dans le nord du Mozambique, la province de Cabo Delgado est connue pour sa beauté naturelle et la richesse de ses ressources. Sous son sol se trouvent d'importantes réserves de gaz naturel, porteuses de promesses de développement économique. Pourtant, pour de nombreuses personnes qui y vivent, la réalité est marquée par la violence, les déplacements forcés et l'incertitude.

« Quand les gens entendent parler de Cabo Delgado aujourd'hui, ils pensent immédiatement au conflit et à la guerre », explique frère Agostinho Matlavelle, frère mineur né et élevé au Mozambique. « Mais ce sont les communautés qui souffrent. »

Des années d'attaques insurgées ont contraint des centaines de milliers de personnes à fuir leurs foyers. Les agriculteurs ont perdu les terres qui faisaient vivre leurs familles depuis des générations, tandis que les pêcheurs n'ont plus accès aux eaux qui assuraient autrefois leur subsistance. Beaucoup vivent désormais dans des sites de réinstallation où les ressources restent limitées et l'insécurité persistante. Les femmes et les enfants sont particulièrement vulnérables dans ces conditions, souvent exposés à l'exploitation et à la violence, même dans des lieux censés offrir refuge.

Parallèlement, Cabo Delgado est devenu le centre de grands projets d'extraction de gaz promettant des milliards d'investissements. Pour les communautés locales, toutefois, ces développements ont entraîné des déplacements forcés et la perte de leurs terres ancestrales. « La terre est sacrée », explique frère Agostinho. « Elle est transmise de génération en génération. Dire aux gens de partir parce qu'il y a un projet est très difficile. »

Grâce à sa collaboration avec FI, frère Agostinho a porté ces préoccupations aux Nations Unies lors des pré-sessions de l'Examen Périodique Universel du Mozambique. S'adressant à des diplomates et à des représentants de la société civile, il a partagé le message entendu auprès des communautés touchées par le conflit : elles veulent la paix, elles veulent leur terre, et elles veulent que leur dignité soit respectée.

Prendre la parole à l'ONU a été un moment fort pour lui. « C'était comme voir une lumière au bout du tunnel », se souvient-il. « Laissez-moi parler et utiliser ces micros, parce qu'ici, il y a de l'espoir. »

## Carmelina Chocooj Cu

« Nos droits sont renforcés et nous devenons visibles »



Dans les hautes terres de l'Alta Verapaz, au Guatemala, les communautés Mayas Q'eqchi' font face à une discrimination raciale enracinée, à des expulsions violentes de leurs terres et à l'exclusion systématique des femmes autochtones des décisions qui façonnent leur vie. Pour Carmelina, animatrice de radio communautaire, organisatrice et défenseuse des droits humains, il ne s'agit pas d'une lutte abstraite. C'est l'histoire de sa famille, de sa terre et de son peuple.

Ayant grandi comme fille de catéchistes paysans engagés dans la défense des droits fonciers, Carmelina a appris très tôt que le silence peut coûter des vies. À quatorze ans, elle animait déjà des émissions en Q'eqchi', touchant des femmes de toute la région à travers son programme Nosotras las Mujeres. L'organisation qu'elle a créée à partir de ces échanges a réuni 160 femmes lors de sa toute première rencontre. Les propriétaires terriens locaux ont pris note, et les persécutions ont commencé.

Aujourd'hui, Carmelina travaille au sein de l'Observatoire de la Santé Sexuelle et Reproductive, accompagnant des filles autochtones de moins de quatorze ans qui ont survécu aux violences sexuelles. Elle veille à ce qu'elles reçoivent des soins d'urgence et aient accès à la protection juridique dans leur langue.

En novembre 2025, avec le soutien de Franciscans International, Carmelina s'est rendue à Genève pour représenter une coalition d'organisations de la société civile guatémaltèque devant le Comité des Nations Unies pour l'Élimination de la Discrimination Raciale. Son témoignage a fait écho à un rapport de cette coalition documentant les discriminations structurelles, la dépossession des terres autochtones, les violences fondées sur le genre et la criminalisation des défenseurs des droits humains.

« Franciscans International a d'abord ouvert une fenêtre, puis une porte », dit-elle. « Ils nous ont donné la possibilité de parler avec nos propres voix. Grâce à la coopération internationale, nos droits sont renforcés et nous gagnons en visibilité. »

## / Programme pour les Amériques /



Mexique 

Guatemala



La discrimination structurelle et systémique continue d'affecter gravement les peuples autochtones du Guatemala, les terres et les ressources constituant un point de tension majeur. En février, FI s'est rendue dans le pays pour un atelier avec des organisations Mayas autochtones et des groupes de la société civile alliés, afin de contribuer à la préparation de l'examen 2025 par le Comité des Nations Unies pour l'Élimination de la Discrimination Raciale (Committee on the Elimination of Racial Discrimination, CERD) et à la rédaction d'un rapport alternatif conjoint. Cette mission a permis de renforcer efficacement les réseaux de la société civile en amont de l'examen du CERD.



Lors de la session elle-même en novembre, qui s'est conclue par l'intégration de 75% des recommandations de FI dans les observations finales, nous avons accueilli deux représentants autochtones à Genève afin de partager leurs témoignages et de présenter le rapport alternatif aux membres du Comité, aux diplomates et à d'autres parties prenantes.

La délégation a également mené une mission de collecte d'informations à El Estor, une ville au cœur d'un conflit foncier lié à des activités minières. FI a ensuite soulevé ces enjeux lors de plusieurs déclarations et événements parallèles dans différentes sessions du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies.

### GUATEMALA

La délégation de FI rencontre des communautés autochtones à El Estor.

### COLOMBIE

Fabián Valderrama, coordinateur national du RFM en Colombie, lors d'un atelier avec des migrants vénézuéliens dans la ville d'Armenia.

El Salvador 

Panama 

Colombie 

La Colombie accueille près de 3 millions de Vénézuéliens, ayant franchi la frontière pour fuir une situation économique difficile et la répression politique. Beaucoup empruntent des voies irrégulières et se retrouvent dans des situations de vide juridique, sans accès aux services de base et exposés à l'exploitation. À la suite d'une mission nationale menée en 2024 pour visiter trois projets du Réseau Franciscain pour les Migrants (RFM), FI a accueilli son coordinateur national lors de la session de juin du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies. Pendant sa visite, le RFM a lancé une nouvelle publication documentant les défis rencontrés par les migrants vénézuéliens en Colombie et a porté ces constats devant plusieurs Procédures Spéciales et Traités des Nations Unies.



En adoptant une approche de la migration fondée sur une « culture de la rencontre » visant à construire des réseaux d'entraide et de solidarité, le RFM en Colombie a également organisé six événements locaux réunissant des migrants vénézuéliens et différentes parties prenantes. Lors de ces rencontres, les participants ont identifié la nécessité de renforcer le leadership communautaire et de fournir des orientations pratiques pour surmonter les obstacles administratifs comme premières étapes d'amélioration de la situation au niveau local.

### Le programme pour les Amériques en bref

- Soutien à 13 groupes locaux dans 4 pays.
- Accueil de 3 partenaires de Colombie et du Guatemala aux Nations Unies.
- 2 missions de collecte d'informations et de renforcement des capacités au Guatemala et au Mexique.
- 8 déclarations lors de sessions pertinentes des Nations Unies et 2 déclarations écrites soumises au Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies.
- 4 rapports soumis à différents mécanismes des droits humains des Nations Unies.
- 6 événements parallèles organisés, notamment sur les personnes en déplacement, les droits des communautés autochtones et les défenseurs des droits humains en exil.
- Organisation d'un briefing en ligne et d'une rencontre de mise en réseau avec des diplomates et acteurs de la société civile sur les défis liés aux personnes en déplacement.
- Soutien à la publication d'un rapport sur la situation des droits humains des migrants vénézuéliens en Colombie.

## / Programme pour l'Asie-Pacifique /

Myanmar 

Sri Lanka 

Philippines 

Tout au long de 2025, FI a poursuivi l'élargissement de ses efforts de plaidoyer pour inclure non seulement la justice transitionnelle et la responsabilité concernant les exécutions extrajudiciaires, mais aussi le droit à un environnement sain. En avril, nous avons visité des communautés dans le Passage de l'île Verte et la Baie de Manille, où des projets énergétiques et d'infrastructure de grande ampleur menacent à la fois l'environnement et les moyens de subsistance ainsi que la santé des communautés locales. Ces enjeux, ainsi que les risques auxquels sont confrontés les défenseurs des droits humains qui les dénoncent, ont été soulevés par deux partenaires dans le cadre de l'examen du pays par le Comité des Nations Unies pour les Droits Économiques, Sociaux et Culturels (Economic, Social and Cultural Rights, CESCR).



Les Franciscains continuent également de soutenir les familles des victimes d'exécutions extrajudiciaires — estimées par la société civile entre 12 000 et 30 000 décès — dans le cadre de la « guerre contre la drogue », dans leur quête de justice et de responsabilité. En juin, frère Angelito Cortez OFM a participé avec le Rapporteur Spécial des Nations Unies sur la liberté d'expression à un événement parallèle au Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, afin d'évoquer son travail visant à mettre fin à l'impunité, ainsi que le harcèlement et les menaces de mort qui ont suivi, le contraignant à un exil temporaire.

Îles Salomon 

Les communautés des Îles Salomon font face à une crise environnementale et des droits humains croissante, alimentée par une exploitation forestière non durable et une industrie minière en expansion. La déforestation dépasse désormais largement la régénération naturelle, et les équipements d'exploitation importés ont introduit des espèces invasives qui aggravent la destruction des cultures. L'utilisation de machines lourdes a contaminé les sources d'eau, tandis que l'afflux de capitaux étrangers et de travailleurs alimente des conflits fonciers, des bouleversements sociaux et des cas d'exploitation sexuelle.



Les Franciscains ont soulevé pour la première fois ces tendances préoccupantes lors de l'Examen Périodique Universel de 2021 du pays, au cours duquel le gouvernement avait accepté plusieurs recommandations pour y remédier. Alors que les Îles Salomon se préparent à un nouveau cycle, FI s'est rendue en mai dans les communautés affectées à Guadalcanal et Santa Isabel afin d'évaluer la mise en œuvre des recommandations de l'ÉPU et la situation actuelle des droits humains. Cette mission a également permis d'étendre le réseau franciscain à travers des rencontres avec des responsables gouvernementaux, des diplomates, des membres du clergé et des enseignants de l'Université Nationale des Îles Salomon.

Indonésie 

### Le programme pour l'Asie-Pacifique en bref

- Soutien à 22 groupes locaux dans 5 pays.
- Accueil de 7 partenaires d'Indonésie, des Philippines et du Sri Lanka aux Nations Unies.
- 3 missions de collecte d'informations et de renforcement des capacités en Indonésie, aux Philippines et aux Îles Salomon.
- 11 déclarations lors de sessions pertinentes des Nations Unies et 2 déclarations écrites soumises au Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies.
- 4 rapports soumis à différents mécanismes des droits humains des Nations Unies.
- 5 événements parallèles organisés, notamment sur la liberté d'expression, la justice transitionnelle et les peuples autochtones.

#### PHILIPPINES

FI visite la communauté de pêcheurs de Santa Clara, où les habitants subissent de graves conséquences sanitaires liées à un terminal de GNL à proximité.

#### ÎLES SALOMON

Une rencontre avec des communautés affectées par l'exploitation forestière industrielle.



## RodWan

« Si une partie souffre, nous souffrons tous »

Pour RodWan\*, défenseuse autochtone des droits humains originaire de Papouasie Occidentale, voyager jusqu'à Genève n'est jamais un simple déplacement entre continents. C'est un voyage portant les voix des femmes et des enfants qui ne peuvent quitter les camps forestiers où ils vivent désormais.

Au fil des années, RodWan s'est rendue à plusieurs reprises en Suisse pour intervenir aux Nations Unies au sujet de la crise humanitaire touchant les Papous autochtones. Les conflits armés et les opérations militaires ont forcé des milliers de personnes à quitter leurs terres ancestrales, poussant des familles dans des camps de déplacement au cœur de la forêt. L'accès aux soins, à l'éducation et à l'eau potable y est limité, et de nombreuses femmes doivent marcher des heures chaque jour pour chercher de l'eau ou de la nourriture.

Dans ces camps, RodWan passe du temps à écouter les récits des femmes, à documenter leurs expériences et à prier avec elles. « Le simple fait que quelqu'un vienne les écouter signifie beaucoup pour elles », dit-elle. À travers des cercles de parole, les femmes partagent le traumatisme de la perte de leurs maisons, de leurs villages et, dans de nombreux cas, de membres de leur famille.

Porter ces témoignages sur la scène internationale n'est pas facile. Le plaidoyer aux Nations Unies ne produit que rarement des résultats immédiats. RodWan se demande souvent si quelqu'un écoute vraiment. Pourtant, des moments de reconnaissance la poussent à continuer. Lors d'une session du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, un représentant de l'ONU a mentionné publiquement la Papouasie Occidentale après avoir entendu son témoignage. « Dans ce bâtiment », se souvient-elle, « il y a toujours de l'espoir au milieu du chaos. »

Avec le soutien de Franciscains International, RodWan a pu porter directement la voix des communautés déplacées auprès des diplomates et des décideurs. Sa motivation reste profondément ancrée dans la foi. « Si une partie du corps souffre », dit-elle en citant les Écritures, « nous souffrons tous ensemble. »

*\*Pour des raisons de sécurité, le nom et certains détails ont été modifiés.*

## Benjamin Milkovic OFM

« Les enfants méritent de grandir dans la nature »



En Croatie, la dégradation de l'environnement et les migrations, transforment discrètement les communautés. Les forêts autrefois remplies de vie sauvage disparaissent, tandis que les migrants qui traversent le pays se retrouvent souvent pris entre la bureaucratie et l'indifférence.

Le frère Benjamin Milkovic OFM connaît personnellement ces changements. Ayant grandi dans le petit village de Brestanovci, il a passé son enfance entouré de forêts qui semblaient infinies. « Enfant, je me souviens courir librement parmi les arbres », raconte-t-il. « Aujourd'hui, la majeure partie de cette forêt a disparu. »

La déforestation et les décharges illégales de brûlage de déchets ont transformé une partie du paysage, exposant les communautés voisines à la pollution et à l'incertitude. Les familles vivant à proximité de ces sites subissent un air toxique ainsi que l'absence d'une réglementation efficace. Pour le frère Benjamin, la dégradation de l'environnement n'est pas seulement un problème écologique, mais aussi une question de justice. « Les enfants se voient privés de leur droit à un air pur et à un espace sûr pour jouer », dit-il.

En même temps, la Croatie est devenue un pays de transit pour les migrants traversant l'Europe. Beaucoup arrivent épuisés et vulnérables, et dépendent souvent des communautés religieuses pour obtenir de l'aide. Dans sa paroisse, le frère Benjamin observe la présence discrète de migrants assistant à la messe, même sans comprendre la langue. « Ils viennent avec respect et espoir », dit-il.

À travers les Commissions Justice, Paix et Intégrité de la Création et avec le soutien de Franciscains International, le frère Benjamin a porté ces préoccupations aux Nations Unies lors de l'Examen Périodique Universel de la Croatie. S'adressant à des diplomates et à des représentants de la société civile, il a souligné les liens entre protection de l'environnement, dignité humaine et nécessité de réponses empreintes de compassion face aux migrations.

Pour lui, le plaidoyer n'est qu'une autre manière de vivre la vocation franciscaine. « Notre réponse à ces défis reflète nos valeurs », dit-il. « Et je crois que nous pouvons faire mieux. »

## / Programme pour l'Europe /

Croatie



La dégradation de l'environnement et les enjeux liés aux migrations menacent, chacun à leur manière, la dignité humaine en Croatie. Avec des normes de gestion des déchets en retard sur les standards européens, les décharges illégales créent des risques sanitaires pour les habitants des zones voisines et endommagent la nature environnante. Par ailleurs, l'accès aux services et aux protections juridiques pour les migrants reste insuffisant au regard des obligations internationales de la Croatie.

À la suite d'une visite dans le pays début 2025 et en amont de l'Examen Périodique Universel du pays, FI a soulevé ces questions dans une présentation. En novembre, le frère Benjamin Milkovic OFM s'est rendu à Genève pour participer aux pré-sessions de l'EPU, où il a présenté une série de recommandations lors d'un panel de la société civile ainsi que lors de rencontres avec des diplomates et d'autres parties prenantes.

Italie



S'appuyant sur un atelier approfondi organisé en 2024 à Assisi, les Franciscains ont soulevé plusieurs soucis en matière de droits humains liés à leur ministère en Italie lors de l'Examen Périodique Universel du pays. Ceux-ci incluaient les droits des prisonniers, le traitement des migrants et des réfugiés, ainsi que les insuffisances de la gestion environnementale face à la crise climatique. Lors de l'examen en janvier 2025, 75 % des recommandations franciscaines ont été reprises dans le rapport final.

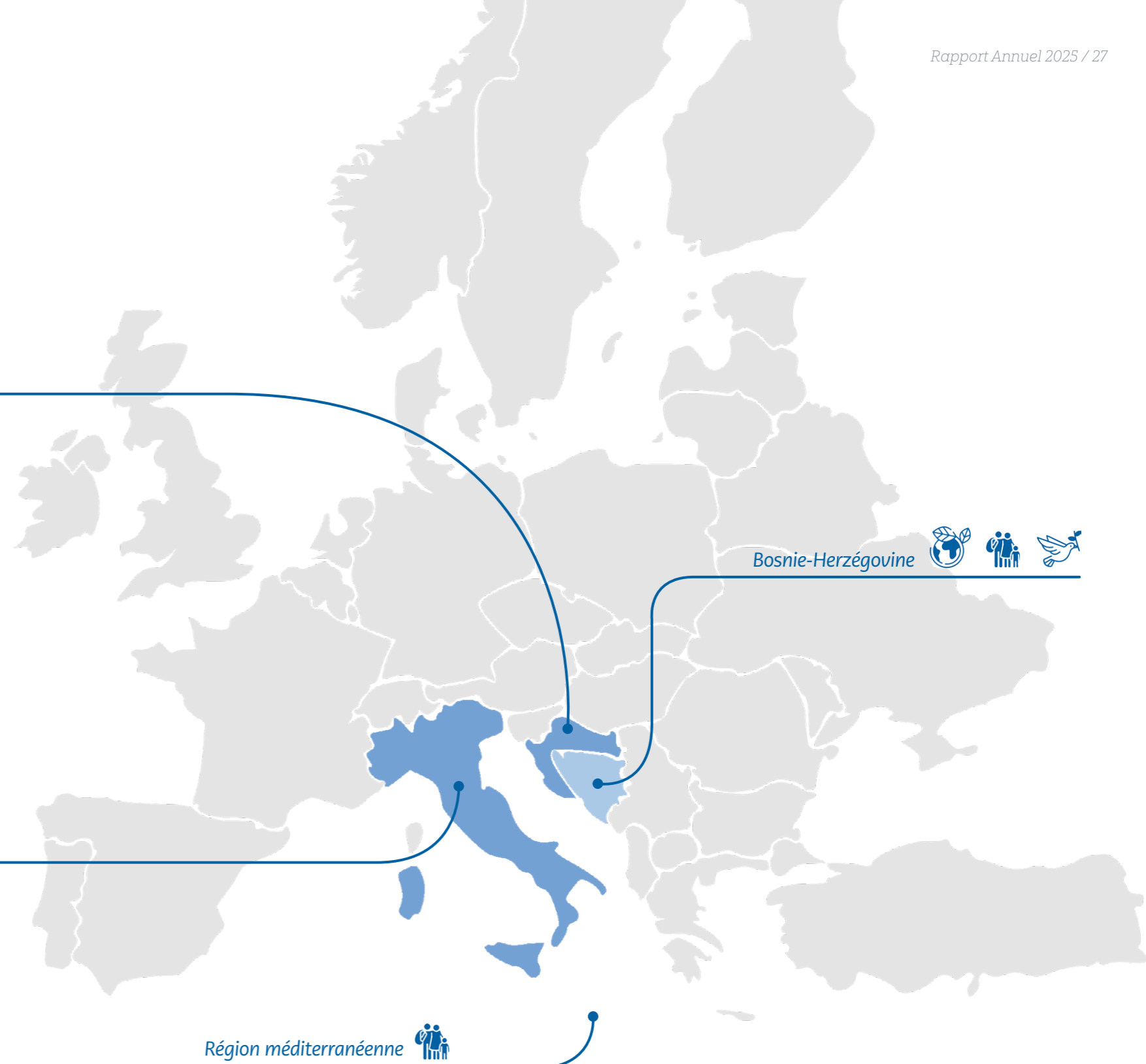
En se concentrant ensuite sur les recommandations acceptées par l'Italie, FI a organisé un nouvel atelier afin de restituer les résultats du travail collectif des Franciscains et d'identifier des opportunités de mise en œuvre des conclusions de l'EPU. Au Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, FI a également rappelé son appel à garantir le droit à un environnement propre, sain et durable concernant la gestion des forêts — un domaine où les recommandations des Franciscains n'ont pas été acceptées par le gouvernement.

### CROATIE

Le frère Benjamin Milkovic OFM aux Nations Unies à Genève.

### ITALIE

Des Franciscains lors d'un atelier de FI à Assisi en amont de l'Examen Périodique Universel de l'Italie.



Bosnie-Herzégovine



Région méditerranéenne



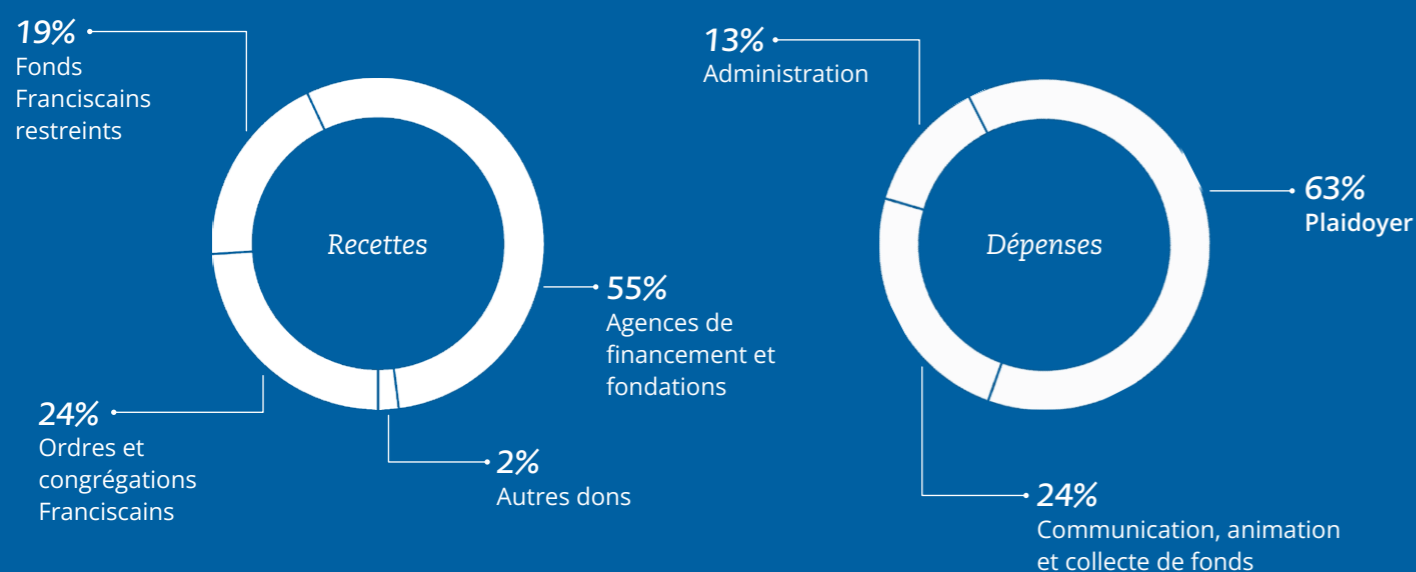
### Le programme pour l'Europe en bref

- Soutien à 6 groupes locaux dans 3 pays, ainsi qu'à 2 réseaux régionaux
- Accueil d'un partenaire de la Croatie aux Nations Unies.
- 2 missions de collecte d'informations et de renforcement des capacités en Bosnie-Herzégovine, en Croatie et en Slovénie.
- 3 déclarations lors de sessions pertinentes des Nations Unies.
- 2 rapports soumis à différents mécanismes des droits humains des Nations Unies.
- Organisation d'un atelier en ligne pour assurer le suivi de l'Examen Périodique Universel de l'Italie.

# / Rapport financier 2025 /

Audité par PricewaterhouseCoopers SA

Recettes	1.184.337 CHF
Ordres et congrégations Franciscains	288.664
Fonds Franciscains restreints	218.627
Agences de financement et fondations	649.628
Autres dons	27.419
<hr/>	
Dépenses	1.376.218 CHF
Plaidoyer	871.673
Communication, animation et collecte de fonds	329.624
Administration	174.921
<hr/>	
Résultat net des produits et charges non opérationnels	-23.321



## Aidez-nous à protéger la dignité humaine et l'environnement

Franciscans International dépend entièrement des dons des ordres et congrégations franciscaines, des agences et institutions de financement, des paroisses et des personnes sensibles aux valeurs franciscaines de solidarité, de paix, de justice sociale et de respect de l'environnement.

Faites la différence avec votre don et aidez-nous à protéger la dignité humaine et l'environnement.

Pour faire un don, vous pouvez :

- Aller sur <https://franciscansinternational.org/fr/faire-un-don/>
- Effectuer un virement bancaire :
  - Nom du titulaire du compte : Franciscans International
  - Adresse du titulaire du compte : Rue de Vermont 37-39, CH 1202 Genève
  - Nom de la banque : UBS SA
  - Adresse : Route de Florissant 59, CH 1206 Genève
  - SWIFT/BIC : UBSWCHZH80A
  - IBAN : CH69 0024 0240 3573 8401
- Si vous habitez aux Etats Unis, vous pouvez également envoyer un chèque libellé à l'ordre de :
  - Franciscans International
  - 246 East 46th Street Apt. 1F
  - NY 10017-2937, New York
  - États-Unis



**Faites un don dès aujourd'hui !**



Franciscans International est une organisation à but non lucratif enregistrée. Les dons sont déductibles des impôts en Suisse, aux États-Unis et en Allemagne par l'intermédiaire de Franziskaner Helfen. Pour plus d'informations sur la manière dont vous pouvez soutenir notre travail, veuillez contacter [donations@franciscansinternational.org](mailto:donations@franciscansinternational.org).

### Remerciements aux donateurs

Franciscans International tient à exprimer sa sincère gratitude aux ordres, provinces, et congrégations franciscaines et à tous les donateurs individuels pour leur précieux soutien à ce ministère commun.

Nous sommes également reconnaissants aux entités de financement suivantes pour leur généreux financement en 2025: Brot für die Welt (Allemagne), Dreikönigsaktion (Autriche), Fastenaktion (Suisse), Franciscan Missions (États-Unis), Franziskaner Helfen (Allemagne), Franziskaner Mission (Allemagne), Miseen Cara (Irlande), Misereor (Allemagne), Rose Marie Khoo Foundation (Singapour/Suisse), Sacred Heart Charitable Fund (États Unis) et Trócaire (Irlande).

## / Personnel /

**Blair Matheson TSSF**  
Directeur général

**Budi Tjahjono**  
Directeur de plaidoyer international

**Cédric Chatelanat**  
Responsable du développement  
Institutionnel

**James Donegan OFMCap**  
Agent de liaison

**Marya Farah**  
Représentant aux Nations Unies  
à New York

**Thomas Kleinveld**  
Chargé de communication

**Johana Korenkova**  
Responsable financier

**Gyan Kothari**  
Coordinateur du programme  
Asie-Pacifique

**Mercedes Nuñez Roldán**  
Chargé de la sensibilisation

**Eunan McMullan OFM**  
Coordinateur du programme  
Europe

**Panuga Pulenthiran**  
Coordinateur du programme  
Afrique

**Olivia Solari Yrigoyen**  
Coordinateur du programme  
Amériques

**Júlia Barreto Reis**  
Stagiaire

**Hasan Enes Isler**  
Stagiaire

**Emma Maingot**  
Stagiaire

**Carla Veiga Bezerra**  
Stagiaire

**Nilma Wijesinghe**  
Stagiaire

## / Conseil d'administration international /

**Michael A. Perry OFM**  
Représentant de l'Ordre des  
Frères Mineurs

**Vicente Imhof OFMConv**  
Représentant de l'Ordre des  
Frères Mineurs Conventuels

**Benedict Ayodi OFMCap**  
Représentant de l'Ordre des  
Frères Mineurs Capucins

**Lucio Nontol TOR**  
Représentant du Troisième Ordre  
Régulier de Saint François

**Charity Lydia Katongo Nkandu SFMA**  
Représentant de la Conférence Franciscaine Internationale des Sœurs et  
Frères du Troisième Ordre Régulier de Saint François

**Carolyn D. Townes OFS**  
Représentant de l'Ordre  
Franciscain Séculier

**Christopher John SSF**  
Représentant de la  
Société de Saint François

**Blair Matheson TSSF**  
Directeur général de Franciscans  
International (ex-officio)

# Notre vision

Une communauté internationale où la dignité de chacun est respectée, les ressources partagées équitablement, l'environnement protégé, et où les nations et les peuples vivent en paix.

# Notre mission

En adoptant une approche basée sur les droits humains, Franciscans International plaide aux Nations Unies pour la protection de la dignité humaine et la justice environnementale.



**Franciscans International**

A voice at the United Nations

## Genève

37-39 Rue de Vermont • Boîte postale 104 • CH-1211 Genève 20 • Suisse

+41 22 779 4010 / [geneva@franciscansinternational.org](mailto:geneva@franciscansinternational.org)

## New York

246 East 46th Street, Apt. 1F • New York • NY 10017-2927 • États-Unis

+1 917 675 1070 / [newyork@franciscansinternational.org](mailto:newyork@franciscansinternational.org)

[www.franciscansinternational.org/fr](http://www.franciscansinternational.org/fr)

